

Réaction de la FNH et de l'Institut Veblen à la déclaration d'Emmanuel Macron sur la forêt amazonienne

La Fondation Nicolas Hulot et l'Institut Veblen saluent l'annonce de la présidence de la République de s'opposer au traité de libre-échange avec les pays du Mercosur en réaction aux décisions dramatiques de Jair Bolsonaro qui mettent en péril l'environnement et des droits humains. Pour que l'accord ne prenne pas effet, cette prise de position, annoncée en marge du G7, devra être confirmée par une décision du Conseil de l'Union européenne et de la Commission.

Au-delà de cet accord en cours de négociation, il est nécessaire de prendre dès à présent les mesures aptes à faire barrage à de tels agissements et, en particulier, à endiguer la déforestation qui a été multipliée par quatre depuis l'arrivée au pouvoir de Jair Bolsonaro. Rappelons que les dégâts sur la forêt amazonienne sont d'ores et déjà irréversibles et que poursuivre sa destruction reviendrait à condamner l'humanité tout entière. La FNH et l'Institut Veblen appellent par conséquent la France et la Commission Européenne à prendre d'indispensables sanctions commerciales à l'encontre du Brésil sur l'importation des produits agricoles comme par exemple la viande de boeuf ou le soja, premier facteurs de déforestation en Amazonie.

Contact

Samuel Léré - responsable plaidoyer : s.lere@fnh.org / 06 87 41 16 03